


# COVID-19

## RÉTROACTE D'UN **FIASCO** ANNONCÉ



Octobre 2020  
Philippe Bordignon

**FGTB**  
Wallonne

# Covid-19

## Rétroacte d'un fiasco annoncé

Septembre 2020

Philippe Bordignon

## La politique de soins de santé menée par le gouvernement Michel

La majorité fédérale MR–N–VA en place en 2014, ce fut d'abord et avant tout la possibilité de mettre en œuvre tous les dogmes et antiennes néolibéraux. Il s'agissait de réformer au pas de course afin de valider, dans les meilleurs délais, la théorie du ruissellement.

Cette théorie consiste à affirmer que plus les riches – principalement, les actionnaires – voient leurs profits et leur fortune augmenter, plus ils laissent fuir les euros excédentaires qui, « par ruissellement », iraient dans les poches des personnes dites « défavorisées »<sup>1</sup>.

Pour ce faire, il était impérieux d'accélérer la libéralisation – ou, plutôt, la dégradation –, tant de la législation et de la Sécurité sociales que des services publics, d'ouvrir à la concurrence des pans entiers de l'économie, en détruisant tout mécanisme de solidarité interpersonnelle jusqu'ici soustrait à la logique de marché.

De manière à légitimer la casse, l'argument massue des partis de droite est l'absolue nécessité de ne pas léguer de dette publique aux générations futures. Il s'agit donc de dégraisser des finances publiques dont la lourdeur mettrait en péril la survie, à plus ou moins long terme, des individus<sup>2</sup>. L'État n'ayant pas vocation à gérer, il est nécessaire de confier les destinées de ces derniers au privé. Ainsi, l'intérêt général ou supérieur se confond-il hardiment avec les intérêts des classes supérieures.

Sur ce constat, le président de la N–VA, Bart De Wever, n'a pas son pareil pour prodiguer les piques nécessaires à la réalisation du désossement de notre système de protection sociale et de nos services publics. Il n'hésite pas à marteler, sans répit et de façon tapageuse, ses idées de destruction de ce qui « coûte trop cher à l'État ». Tous azimuts, il flingue ce qu'il estime néfaste au bon équilibre du budget.

Florilège d'uppercuts balancés durant la législature du gouvernement Michel :

- « *La Sécurité sociale épuise l'État* », Bart De Wever à VTM News du 24 mai 2015.
- « *Si nous ne faisons pas d'économies supplémentaires sur la Sécurité sociale, nous n'économiserons pas du tout. C'est seulement là qu'il y a encore beaucoup d'argent à gagner* », Bart De Wever, Knack, 9 janvier 2016.
- « *Je vois encore des économies possibles dans le secteur de la santé* », Bart De Wever à la RTBF, le 11 septembre 2016.
- « *La seule façon de mettre de l'ordre dans le budget fédéral est de faire des économies dans la Sécurité sociale* », Bart De Wever, De Morgen, 8 janvier 2017.

Entre 2014 et 2019, les soins de santé ont été salement bradés. Afin de bien appréhender chaque dysfonctionnement politique s'étant produit avec l'apparition du Coronavirus, il nous semblait

<sup>1</sup> Euphémisme délicieux consistant à évoquer l'état d'une personne plongée dans la précarité comme étant issu d'un manque de chance évident – les choix politiques étant, évidemment, étrangers à sa condition. (Voir à ce sujet Franck Lepage.)

<sup>2</sup> En confondant fallacieusement dette publique et dépense publique.

nécessaire de se pencher préalablement sur les décisions gouvernementales passées. Ainsi, on conserve à l'esprit que les « crises ne sont pas des phénomènes qui échappent aux hommes »<sup>3</sup> – malgré les propos grotesques du non moins grotesque président du Mouvement Réformateur, Georges-Louis Bouchez, qui tweetait, le 29 mars : « *La grippe espagnol (sic) et les grandes épidémies au Moyen Âge n'ont pas attendu la globalisation... je pense qu'il faut arrêter de faire de grandes théories sur la fin du monde. C'est une fatalité qui ne dit rien de notre système* ». Pourtant, les crises qui surviennent ne sont pas le fruit du hasard. « Elles sont le produit de [notre] organisation sociale, de [notre] activité et de [nos] choix. »<sup>4</sup> Comme l'infectiologue au CHU Saint-Pierre de Bruxelles, le Dr Yves Van Laethem le précise : « *Le risque de connaître des épidémies est exacerbé par nos modes de fonctionnement. Avec une hausse des villes de plus de 15 millions d'habitants, on est plus proches les uns des autres. On a gagné du terrain sur la nature sauvage en se rapprochant du monde animal. On a donc toutes les chances, en tout cas de ne pas diminuer, et peut-être d'augmenter la fréquence de ce type de pandémie.* »<sup>5</sup>

Sous l'égide du gouvernement de Charles Michel, dont – on a parfois tendance à l'oublier – faisait partie, Sophie Wilmès, alors ministre du Budget, et la ministre de la Santé, Maggie De Block, ce ne sont pas moins de 900 millions € d'économies qui ont été réalisées... Rien qu'en 2017 ! Au cœur de ces mesures : le rabotage du nombre de jours d'hospitalisation, la compression du personnel soignant, l'augmentation du coût des consultations, la diminution du remboursement de nombreux médicaments, etc. Autant d'orientations politiques dont l'impact considérable sur la gestion de la crise sanitaire à venir.<sup>6</sup>

## Diminution de la norme de croissance

On en entend parler sans cesse, mais de quoi s'agit-il ? La « norme de croissance » des soins de santé est la majoration annuelle du budget – hors indexation – qui leur est consacrée et qui est décidée par le gouvernement fédéral. Elle permet de conserver la qualité des services face aux défis démographique, de vieillissement de la population ou de l'augmentation des coûts – matériel, logistique, etc. Les professionnels du secteur estiment cette croissance nécessaire entre 3 et 5% par an.

Dans le détail, que découvre-t-on ?

Une norme de croissance limitée à 1,5% annuellement, une augmentation insuffisante pour répondre aux nombreux défis inhérents aux soins de santé. La vision managériale de ceux-ci a entraîné un sous-financement, sous-financement qui a indéniablement joué un rôle délétère dans la gestion de la crise du Covid-19.

Depuis plusieurs dizaines d'années, le secteur hospitalier est victime d'un désinvestissement public chronique. Des travailleuses et travailleurs surmenés et une qualité de soins déclinante en sont les

<sup>3</sup> Godin Romaric, « Ce que le confinement nous apprend de l'économie », in *Médiapart*, [en ligne] <https://www.mediapart.fr/journal/france/110420/ce-que-le-confinement-nous-apprend-de-l-economie?onglet=full>, consulté le 11 avril.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

<sup>5</sup> Sohy, Nicolas, « Bilan – Le mois qui a tout changé », in *Moustique*, 15 avril 2020, pp. 4-8.

<sup>6</sup> Des mesures sur lesquelles revenait la campagne de la FGTB Wallonne « *On dit merci qui ? Merci le MR !* », disponible ici : <http://www.fgtb-wallonne.be/on-dit-merci-qui-merci-mr>

conséquences funestes. Des travailleuses et travailleurs bossant dans un environnement qui exige d'eux toujours plus de responsabilités et plus prise en charge de tâches administratives. Pour couronner le tout, un manque d'effectifs criant.

Si le monde politique a fait la sourde oreille aux revendications du monde hospitalier et refuse toute réponse structurelle depuis des lustres, la crise sanitaire actuelle a exposé les graves manquements dénoncés jusqu'ici. Manquements auxquels il faudra bien plus que des salves d'applaudissements chaque soir à 20 heures pour y pallier.

Si les budgets publics consacrés aux soins de santé tournent autour de 10% du PIB depuis de nombreuses années, il y eut néanmoins des économies réalisées via la norme de croissance. L'analyste de la banque Belfius, Arnaud Dessoy déclare : « *Concernant les hôpitaux, il y a eu des économies demandées. La norme d'évolution des budgets a été modifiée. En 2011, elle augmentait de 5% par an par rapport à l'année précédente. Autrement dit, on consacrait des moyens chaque fois plus importants, en termes relatifs, aux soins de santé. Aujourd'hui, à cause notamment des normes budgétaires européennes, elle suit la croissance économique et tourne donc autour de 1,5%* »<sup>7</sup>

Dans *Le Vif/L'Express*, le journaliste Nicolas De Decker revient concisément sur ces abaissements de moyens. « *Cette norme rognée a été rarement atteinte dans les projections budgétaires gouvernementales : en 2017 par exemple, l'année des économies les plus substantielles, la croissance du budget atteignit à peine 0,5%. Au total, si les budgets ont bien crû de près de trois milliards d'euros – le budget des soins de santé étant passée de 23,8 à 26,5 milliards entre 2015 et 2019 –, l'addition des économies nettes et de l'abaissement de la norme annuelle a privé l'Inami de plus de trois milliards d'euros sur cinq exercices. [...] En outre, la "responsabilisation" des interlocuteurs prônée par Maggie De Block les poussait, par un système de primes et de pénalités, à ne pas consommer l'entièreté de ces budgets. La Cour des comptes estimait ainsi que sur la prévision budgétaire de 25,5 milliards d'euros posée pour 2018, 500 millions n'avaient pas été utilisés. Ce qui soustrait d'autant les moyens effectivement alloués aux soins de santé par le fédéral.* »<sup>8</sup>

## Rationalisation de la gestion hospitalière

La même idée de minimisation des coûts a été à l'œuvre dans le cadre de la politique d'accueil des patients. Le nombre de lits qui n'a eu de cesse de décroître en atteste, il s'agit de gérer les personnes hospitalisées à flux tendu. Autrement dit, il n'y avait pas une once d'anticipation d'une éventuelle épidémie – quand bien même l'apparition d'une première forme de coronavirus date d'il y a plus de 15 ans<sup>9</sup> et les mises en garde de l'OMS sur l'importance de la prévention.

Dans les faits, le financement est réalisé « à l'acte ». S'il n'y a pas de soins réalisés, il n'y a pas de sous perçus. Dès lors, il n'y a pas de place pour la planification. Surtout, on met de côté certaines pathologies, faisant le pari qu'elles n'apparaîtront pas. Or, comme le souligne Yves Smeets, Directeur général de la fédération patronale d'institutions des soins de santé wallonnes et bruxelloises

<sup>7</sup> Sohy, Nicolas, « Soins de santé. Et maintenant ? », in *Moustique*, 27 mai 2020, pp. 14-18.

<sup>8</sup> De Decker, Nicolas, « Qui a coupé dans mes soins de santé ? Sophie Wilmès a-t-elle une part de responsabilité ? », in *Le Vif/L'Express*, [en ligne] <https://www.levif.be/actualite/belgique/qui-a-coupe-dans-mes-soins-de-sante-sophie-wilmes-a-t-elle-une-part-de-responsabilite/article-normal-1269381.html>, consulté le 26 mars 2020.

<sup>9</sup> Un premier type de coronavirus – le SARS-CoV-1 – est apparu en 2002 indique l'Institut Pasteur : <https://www.pasteur.fr/fr/centre-medical/fiches-maladies/sras>.

du secteur public et privé non confessionnel (Santhea) : « *Cela ne marche pas dans une crise comme on vient de le voir. Un hôpital doit avoir une capacité suffisante de réaction. Durant cette crise, par exemple, les infectiologues ont été importants. Or c'est une spécialité qui n'existe quasiment pas dans la nomenclature. Il n'y a que deux ou trois actes référencés. Ces médecins ne savent pas se financer par l'activité tarifée à l'acte. Or on a la preuve que c'est une fonction importante en termes de qualité des soins et d'organisation en période de crise.* »<sup>10</sup>

Autre effet indésirable de la rationalisation : l'augmentation de la quote-part payée par les patients. Une santé, par conséquent, moins accessible.

## Pénurie chronique de personnel soignant

Comment également qualifier la politique minimaliste concernant le nombre de personnes composant les équipes soignantes ? L'aberration du *numerus clausus* a – pour une énième et plus tragique fois – montré toute son inanité. Elle a privé la première ligne de nombreux médecins généralistes, indispensables pour désengorger des hôpitaux. Du côté du personnel infirmier, ça n'est guère mieux. En Belgique, ces travailleuses et travailleurs ont à s'occuper individuellement d'un nombre de patients dont la moyenne est une des plus hautes d'Europe. En effet, une étude du Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) indique qu'ils ont la charge, en moyenne, de 9,4 patients. Or, il est admis à l'échelon international que la sécurité du patient n'est plus assurée au-delà de huit.<sup>11</sup>

Une gestion « à la petite semaine » qui en dit long sur les préoccupations des partis se réclamant du libéralisme économique quant aux secteurs insuffisamment rentables aux yeux du capital.

## Diminution de la durée d'une hospitalisation

Une politique de flux tendu exige une maximisation des lits occupés, tout en minimisant leur nombre. Dans cette optique, il est nécessaire que le patient devienne à son tour une variable d'ajustement. Comme l'expliquait Sophie Wilmès elle-même lors de la confection du budget 2017 – dont elle était alors la ministre : « *Ce que l'on démontre aussi, c'est la nécessité absolue de travailler à la réforme des hôpitaux, de faire en sorte qu'il y ait plus d'efficience. On remarque, en fait, qu'il y a une surcapacité dans l'offre et que pour pouvoir offrir le même niveau de soins et de qualité, nous pourrions nous organiser autrement. Et c'est en fait l'objectif de cette fameuse réforme, refonte, de la capacité des hôpitaux, dont Maggie De Block a la responsabilité.* »<sup>12</sup> Une logique scabreuse qui va à l'encontre d'un besoin de service de santé de qualité. Car, même avant la législature Michel, une visite du site de la Banque mondiale nous renseigne que la Belgique était déjà passée de plus de 9 lits par 1000 habitants en 1980 à 6,2 en 2014.<sup>13</sup>

<sup>10</sup> Sohy, Nicolas, *op. cit.*

<sup>11</sup> « La KCE recommande de fixer un nombre légal maximum de patients par infirmier, Maggie De Block botte en touche », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtbf.be/info/belgique/detail\\_le-kce-appelle-a-investir-davantage-dans-le-personnel-infirmier-pour-des-soins-plus-surs?id=10420140](https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_le-kce-appelle-a-investir-davantage-dans-le-personnel-infirmier-pour-des-soins-plus-surs?id=10420140), consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

<sup>12</sup> De Decker, Nicolas, *op. cit.*

<sup>13</sup> « Covid-19 : Comment le Groupe de la Banque mondiale aide-t-il les pays à faire face à la pandémie ? », [en ligne] ([https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.BEDS.ZS?end=2015&name\\_desc=false&start=1960&view=chart](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.BEDS.ZS?end=2015&name_desc=false&start=1960&view=chart)), consulté le 21 mars 2020.

En fait, chaque personne soignée l'est à la chaîne, avec, parfois, trop peu d'égards par rapport à ce qu'exige une convalescence. Ce qui pose inexorablement problème en période de crise sanitaire. Ainsi, Christel Menozzi, vice-Présidente de l'Association belge des praticiens de l'art infirmier détaille : « *La durée d'hospitalisation a fortement diminué ces dernières années. Or les soins aigus ont lieu les premiers jours. On doit donc enchaîner ces soins plus éprouvants alors que le nombre légal d'infirmières par patient n'a pas changé depuis au moins 20 ans. Le vieillissement de la population a changé le métier. Tout comme le fait qu'on n'est plus dans une approche paternaliste du patient, mais dans une relation de partenaires où l'éducation thérapeutique est centrale. Cela nécessite du temps disponible. Les études scientifiques montrent que l'enjeu n'est pas que le bien-être du personnel, mais aussi la qualité des soins.* »<sup>14</sup>

## Augmentation des prix des médicaments

Parmi les augmentations de dépenses constatées : celles des médicaments. Certes, il ne s'agit pas de la seule. Y sont à ajouter celles des prix du matériel, de l'informatisation, du contrôle de la médecine nucléaire ou encore du RGPD<sup>15</sup>. Néanmoins, l'opacité de la façon dont sont négociés les prix de remèdes entre le cabinet de la ministre de la Santé et les représentants du lobby pharmaceutique a de quoi laissé songeur. « *Pour la période 2015 à 2018, le dépassement cumulé du budget des médicaments se monte à 1 milliard d'euros ! Depuis 2015, ce sont des ententes secrètes, et donc non transparentes, entre la ministre fédérale des Affaires sociales et de la Santé Maggie De Block et les firmes pharmaceutiques sur les prix des nouveaux médicaments qui sont responsables de cette situation ! Pourtant l'objectif initial de ces ententes secrètes était d'aboutir à un « deal » temporaire où, officiellement, l'État paye le prix plein d'un médicament innovant, et, en contrepartie, la firme pharmaceutique accorde à l'État des « ristournes » tenues secrètes. Ce « deal » aurait dû permettre d'aboutir à une maîtrise du budget de l'INAMI consacré aux médicaments innovants. Le problème est que les firmes pharmaceutiques n'ont jamais fourni l'information nécessaire à une véritable négociation sur les prix de ces nouveaux médicaments. Fixer un prix de vente équitable est donc impossible puisqu'il n'y a aucune transparence sur les coûts. Rien n'empêche donc les firmes pharmaceutiques de mentir sur les coûts en recherche et développement d'un nouveau médicament pour justifier les prix élevés qu'elles demandent. Grâce à cette tactique, le secteur pharmaceutique a conforté sa stratégie de profit maximum au détriment d'une politique de santé publique qui doit tenir compte des besoins à un coût accessible de médicaments innovants de qualité.* »<sup>16</sup>

<sup>14</sup> Sohy, Nicolas, *op. cit.*

<sup>15</sup> Règlement général sur la protection des données entré en vigueur en mai 2018. Règlementation européenne portant sur le renforcement des droits des personnes, la responsabilisation des acteurs traitant des données et la crédibilisation de la régulation. Son détail est disponible dans le Journal officiel de l'Union européenne : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679>, consulté le 30 octobre 2020.

<sup>16</sup> « *La santé est un droit, non une marchandise ! Quels enjeux pour les personnes âgées ?* », Cepag, 2019.

## Un début de Covid-19 ou une gestion amateuriste, particulièrement de la ministre de la Santé, Maggie De Block

Une com' catastrophique – « *petite grippe* », « *dramaqueens* », les toubibs qui « *pleurnichent* », etc.

Si le mépris devait avoir un visage, il pourrait avoir celui de la ministre de la Santé, Maggie De Block. En effet, cette dernière a aligné les controverses tel Usain Bolt les records du monde au sprint.

Petit concentré qui en dit long sur le respect dont elle témoigne à l'ensemble d'une profession dont elle est pourtant issue... (Une ligne du temps grandement inspiré par le papier du journaliste Adrien de Marneffe.<sup>17</sup>)

Lorsqu'à la fin du mois de février, plusieurs médecins tentent de l'alerter sur une éventuelle épidémie déclarée en Chine et pouvant se propager jusqu'à nos contrées, elle les allume sur Twitter et les traite de « *dramaqueens* » et les somme de cesser de « *pleurnicher* ». C'est le début d'une véritable masterclass en communication...

Quand reviennent, à la fin des vacances de Carnaval, des vacanciers de France et d'Italie – où apparaissent les premiers cas européens de coronavirus –, qu'entreprend la ministre De Block ? Des tests ? Des mises en quarantaine ? Non. Rien.

Début mars, elle offre une partition mémorable, en séance plénière, à la Chambre des Représentants, où elle évoque le Covid-19 en ces termes : « *Il s'agit d'une grippe d'un type nouveau, mais doux, qui poursuivra son chemin sur notre planète avant de devenir une grippe saisonnière* ». (Un don de prescience à faire pâlir Nostradamus.)

Quelques jours plus tard, elle s'empêtre dans une tergiversation digne de la maladresse légendaire de Pierre Richard – en moins drôle et plus dramatique. Ainsi, elle annonce un premier décès sur le sol belge... avant de démentir ce qu'elle vient d'affirmer. Poursuivant sur une lancée pleine de promesses, elle s'emmêle à nouveau les pinceaux en confondant durée de confinement – qui vient d'être décrété – et durée de présence du virus. (Qui, de toute façon, sont l'une comme l'autre encore totalement inconnues.)

Le 23 mars débute ce qu'il est convenu d'appeler la saga des masques.

<sup>17</sup> De Marneffe, Adrien, « "Dramaqueens", "petite grippe", premier décès autodémenti, masques détruits ou mal commandés : le mois noir et polémique de Maggie De Block », in *La DH/Les Sports+*, [en ligne] <https://www.dhnet.be/actu/belgique/dramaqueens-petite-grippe-premier-deces-autodementi-masques-detruits-ou-mal-commandes-le-mois-noir-et-polemique-de-maggie-de-block-5e7a4d869978e2284141c344>, consulté le 29 mars 2020.



## La saga des masques (FFP2) –destruction et non renouvellement de stocks stratégiques, commandes foireuses, distribution « communautaire », inutilité du masque avant volte-face, etc.

Si la gestion des masques n'avait été aussi catastrophique, sans doute aurait-on pu laisser l'humour nonsensique des Monty Python s'emparer du sujet. Toutefois, si l'on a ri, ce fut seulement jaune.

Pour bien débiter, Belgique oblige, elle offre une tournure communautaire à une des commandes. Six millions de masques arrivent sur le territoire. Sauf qu'il apparaît rapidement un souci arithmétique. La Wallonie en réclame 2,2 millions ; la Flandre en exige 4. Pour paraphraser l'humoriste Inès Reg : « *Les calculs sont pas bons, Maggie !* » L'apparition d'un ministre des « Masques », Philippe De Backer, viendra palier ses errances et corriger le tir.

Le même jour, *Le Vif* publie un article dévoilant la destruction, en 2019<sup>18</sup>, de la réserve stratégique des fameux masques FFP2 – indispensables pour le monde médical et hospitalier afin de se protéger adéquatement des patients infectés à traiter. Un stock de six millions de masques a été anéanti. Et, vu l'orthodoxie budgétaire guidant l'action gouvernementale, sans être remplacé. Dès lors, les commandes se réalisent en urgence sur un marché tendu.

Rebelote le lendemain où les masques de protection de type FFP2 font à nouveau parler d'eux. Pourquoi ? Une attribution à tout le moins controversée. Si l'on s'attend à une distribution prioritaire au sein des hôpitaux, la réalité est un brin différente. En effet, sur la commande de 73 200 masques, seuls 4 800 étaient destinés à des clients francophones. Particulièrement interpellant, le fait que des acteurs commerciaux devaient initialement bénéficier de ladite commande. Ainsi, l'AD Delhaize de Heist devait en récupérer 800, ceux de Ternat et de Deinze, 2 000 chacun et l'entreprise de viande Francky, tout autant. Le gérant des AD de Ternat et de Merchtem a préféré en faire don à deux centres hospitaliers.<sup>19</sup>

Parallèlement, Maggie De Block annule en catastrophe une commande de cinq millions de masques FFP2. Nouvel épisode aussi rocambolesque que navrant qui voit les autorités faire machine arrière après avoir constaté que la société Pharmasimple – société louviéroise pourtant recommandée par le ministre des Indépendants, Denis Ducarme – a fait appel à son tour à un intermédiaire basée en Turquie, peu scrupuleux du respect des règles éthiques en vigueur pour commercer, afin d'obtenir la marge la plus avantageuse possible. Nouveau flop.<sup>20</sup>

Juste après, c'est au tour de la Flandre de voir sa commande de 100 000 FFP2 réduite à néant, car les objets reçus ne sont pas utilisables. Le motif ? Les boîtes de bananes et de cornflakes usagées

<sup>18</sup> Ou en 2017, selon les versions. Voir à ce sujet : De Decker, Nicolas, « Quand Maggie De Block faisait détruire six millions de masques contre le coronavirus... sans les remplacer », in *Le Vif/L'Express*, [en ligne] <https://www.levif.be/actualite/belgique/quand-maggie-de-block-faisait-detruire-six-millions-de-masques-contre-le-coronavirus-sans-les-remplacer/article-normal-1268215.html>, consulté le 23 mars 2020.

<sup>19</sup> Delpierre, Frédéric, « Coronavirus : inégalités entre Flamands et francophones pour la distribution de masques FFP2 », in *Le Soir*, [en ligne] <https://plus.lesoir.be/290268/article/2020-03-26/coronavirus-inegalite-entre-flamands-et-francophones-pour-la-distribution-des>, consulté le 26 mars 2020.

<sup>20</sup> Montay, Johanne & Messoudi, Himad, « Commande avortée de 5 millions de masques : que s'est-il réellement passé ? », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtbef.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail\\_coronavirus-une-commande-de-millions-de-masques-ffp2-annulee?id=10470332](https://www.rtbef.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail_coronavirus-une-commande-de-millions-de-masques-ffp2-annulee?id=10470332), consulté le 30 mars 2020.

(sic) où étaient rangés les objets provenant de Colombie contenaient des excréments d'animaux...<sup>21</sup>

Le granguignolesque ne s'arrête pas là. Il se poursuit – sur fond de Francis Cabrel : « *Ça continue encore et encore. C'est que le début, d'accord, d'accord.* » Le 2 avril, un arrivage de trois millions de FFP2 en provenance de Chine doit être recalé. La Raison ? Basique : elle ne correspond pas aux normes d'exigence en vigueur, la qualité n'est pas au rendez-vous.<sup>22</sup>

Aussi, afin de garantir l'égalitarisme communautaire, la Wallonie se voit elle aussi humiliée sur le terrain des masques. Ses KN95 – quasi équivalents aux FFP2 – arrivant de Chine ne sont – ô surprise ! – pas aux normes. Dès lors, la Wallonie conseille aux centres de soins où ils ont déjà été distribués... de ne pas les utiliser !<sup>23</sup>

Toujours plus loin dans l'absurde, la commande de quinze millions de masques en tissu réalisée par le ministère de la Défense de Philippe Goffin – devant parvenir en Belgique aux alentours du 25 mai, mais n'ayant été acheminée qu'à la mi-juin – est déclarée dangereuse. Cette fois-ci, c'est la température de lavage qui est incriminée. S'il est, d'après nombre d'experts, impératif de lessiver les masques à 60 degrés afin de les désinfecter adéquatement, le nouvel arrivage ne peut être lavé... à plus de 30 degrés, à la main !<sup>24</sup> Vous avez dit « génies » ?

Afin de terminer (?) en apothéose, une enquête de Pano<sup>25</sup> révèle que dans les millions de masques détruits par la ministre De Block, nombreux étaient ceux qui demeureraient toujours valables. Non seulement, ils ne possédaient d'aucune date de péremption, mais, qui plus est, nul n'a pris le soin de les tester afin d'en vérifier l'efficacité.<sup>26</sup>

Est-ce parce que Maggie De Block ne fait que peu de cas de l'utilité des masques qu'elle prend leur gestion par-dessus la jambe ? En effet, à l'écouter dans l'émission *C'est pas tous les jours dimanche* (RTL-TVi), le 5 avril, « *Les masques ? Il y a l'avis de l'OMS qui dit que ça n'a pas de sens, mais je ne vais pas critiquer quelqu'un qui veut le faire pour avoir moins d'angoisse* »<sup>27</sup>.

En définitive, heureusement que se sont mises sur pied de multiples actions d'entraide afin de pallier les graves manquements des autorités publiques. Au niveau liégeois, soulignons l'initiative

<sup>21</sup> « Coronavirus : 100 000 masques FFP2 destinés à la Flandre seraient inutilisables », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtb.be/info/belgique/detail\\_coronavirus-100-000-masques-ffp2-destines-a-la-flandre-seraient-inutilisables?id=10471104](https://www.rtb.be/info/belgique/detail_coronavirus-100-000-masques-ffp2-destines-a-la-flandre-seraient-inutilisables?id=10471104), consulté le 31 mars 2020.

<sup>22</sup> « Masques inutilisables en Belgique : l'intermédiaire Chinois cherchait des masques sur Facebook et LinkedIn », in *Le Soir*, [en ligne] <https://www.lesoir.be/art/293715/article/2020-04-10/masques-inutilisables-en-belgiqueintermediaire-chinois-cherchait-des-masques>, consulté le 10 avril 2020.

<sup>23</sup> « Coronavirus en Belgique : un nouveau lot de masques commandés par le Fédéral non-conformes », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtb.be/info/belgique/detail\\_coronavirus-en-belgique-un-nouveau-lot-de-masques-commandes-par-le-federal-non-conformes?id=10487617](https://www.rtb.be/info/belgique/detail_coronavirus-en-belgique-un-nouveau-lot-de-masques-commandes-par-le-federal-non-conformes?id=10487617), consulté le 23 avril 2020.

<sup>24</sup> « Ceci n'est PAS une blague : les 15 millions de masques commandés par la Défense belge ne seraient pas conformes », in *RTL Info*, [en ligne] <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/ceci-n-est-pas-une-blague-les-15-millions-de-masques-commande-par-la-defense-belge-ne-sont-pas-conformes-1223950.aspx>, consulté le 10 juin 2020.

<sup>25</sup> Émission de la télévision publique flamande, VRT.

<sup>26</sup> « Maggie De Block a fait détruire des masques "de manière irréfléchie", ils auraient pu sauver des vies lors de la première vague de coronavirus », in *La Libre Belgique*, [en ligne] <https://www.lalibre.be/belgique/societe/maggie-de-block-a-fait-detruire-des-masques-de-maniere-irreflechie-ils-auraient-pu-sauver-des-vies-lors-de-la-premiere-vague-de-coronavirus-5f7de20bd8ad587d9784f5f7>, consulté le 9 octobre 2020.

<sup>27</sup> Thomas, Julien, « Crise historique, choix politiques », in *Moustique*, 15 avril 2020, pp. 16-19.

des mamans sans-papiers<sup>28</sup> de l'École des Solidarités qui ont, face aux atermoiements du politique, confectionné des masques en tissu dès les premiers signes d'apparition du covid-19<sup>29</sup>. Une idée salvatrice. « Elles se sont d'abord lancées dans la fabrication de masques pour venir en aide à la population et puis ça a permis de combler certains besoins qu'elles ont, puisque la vente de ces masques leur permet notamment d'acheter des médicaments ou de se rendre à l'hôpital. »<sup>30</sup> Ces ventes renflouent leur propre « Sécu solidaire ».

## Une fédéralisation catastrophique : d'une dilution de la responsabilité entre Fédéral et Régions – avec 9 ministres en charge de la gestion de la crise

Un Conseil national de sécurité (CNS) constitué d'une kyrielle d'intervenants. État fédéral oblige. Un kern super-élargi, participative oblige. Une pléthore de ministres concernés, de présidents de partis impliqués. Une dilution des responsabilités. Des difficultés à se tourner vers le bon interlocuteur. Autant d'obstacles qui pointent la fédéralisation des compétences dont la concrétisation constitutionnelle a débuté il y a tout juste 50 ans. « La crise a montré le caractère incohérent dans la distribution des compétences, en particulier la santé. Neuf ministres ont dû se coordonner. »<sup>31</sup> Pour autant, s'en prendre au processus de régionalisation est-il opportun pour justifier certaines carences des autorités ?

Peut-être pas, d'après le Directeur général du CRISP, Jean Faniel. Au niveau des structures étatiques, il avance : « Il y a [...] eu coordination au sein du Conseil national de Sécurité, une instance uniquement fédérale au départ, en incluant les ministres-présidents des Régions et Communautés. Tous étaient sur un pied d'égalité. » Une mise en exergue de la maturité institutionnelle atteinte par notre pays – même si tout ne fut pas optimal, bien évidemment.

S'il a existé une certaine cacophonie entre entités fédérale et fédérées, il pointe davantage les manquements causés par une série de choix politiques fondés sur la doxa libérale de l'orthodoxie budgétaire. « Les économies dans les soins de santé ne sont pas le fruit du fédéralisme, mais du gouvernement Michel en particulier et même avant cela du gouvernement Di Rupo »<sup>32</sup> Qui plus est, cette logique de restrictions budgétaires s'est trouvée renforcée par la mise sur pied de l'Economic Risk Management Group (ERMG). « Ce groupe "a pour objectif d'assurer la gestion des risques économiques liée à la propagation du covid-19 en Belgique". À la différence [d'un] organisme paritaire, [...] la composition des huit groupes de travail constitués au sein de l'ERMG [...] fait apparaître une nette sous-représentation du monde syndical<sup>33</sup>. [...] Le gouvernement fédéral et, dans certains cas, le CNS sont soupçonnés ou accusés par des représentants syndicaux ou de partis politiques de gau-

<sup>28</sup> Pour une analyse critique du traitement réservé aux sans-papiers en période de coronavirus en Belgique, découvrez l'article rédigé par la FGTB wallonne : « Une crise qui fragilise (encore plus) les sans-papiers », [en ligne] <http://www.fgtb-wallonne.be/presse/actualites/crise-qui-fragilise-encore-plus-sans-papiers>

<sup>29</sup> Retrouvez-les et soutenez-les sur leur page Facebook : Atemos – Liège.

<sup>30</sup> Hannon, Chloé, « Un atelier de couture à Liège propose des masques "solidaires" pour venir en aide aux personnes précaires », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtbf.be/info/regions/liege/detail\\_un-atelier-de-couture-a-liege-propose-des-masques-solidaires-pour-venir-en-aide-aux-personnes-precaires?id=10564905&fbclid=IwAR2SxjwXsVePlouPKVZYHEyO4bmP7ZMjBL\\_y8CfhJSsWiDJa1wPTj6khhD4](https://www.rtbf.be/info/regions/liege/detail_un-atelier-de-couture-a-liege-propose-des-masques-solidaires-pour-venir-en-aide-aux-personnes-precaires?id=10564905&fbclid=IwAR2SxjwXsVePlouPKVZYHEyO4bmP7ZMjBL_y8CfhJSsWiDJa1wPTj6khhD4), consulté le 19 août 2020.

<sup>31</sup> Ernens, Catherine, « Le fédéralisme belge, un masque en dentelle », in *Moustique*, 27 mai 2020, pp. 24-25.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> 36 proviennent des organisations patronales, 9 du monde syndical, 9 de la BNB, 7 du Bureau du Plan, 2 du fédéralisme du monde académique.

*che de faire passer la relance de l'économie avant la santé de la population, et en particulier celle des salariés. Ainsi, l'usage qui est fait des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement fédéral a notamment pour effet d'introduire temporairement, dans certains secteurs, plusieurs mesures de flexibilité réclamées de longue date par le banc patronal et récusées avec vigueur par le banc syndical. »<sup>34</sup> (Nous y reviendrons.)*

Au-delà des problèmes inhérents à une organisation morcelée des soins de santé, ce sont surtout les choix sociopolitiques qui ont conduit notre pays dans le marasme traversé depuis mars. Avec, comme point d'orgue, une volonté de relance sur ces mêmes bases. Vous avez dit « cynisme » ?

## Des travailleuses et travailleurs abandonnés

Durant le confinement, tous les travailleurs n'ont pas été logés à la même enseigne. Entre celles et ceux devant, coûte que coûte, prester sur le terrain, les confinés aisés batifolant dans leur seconde résidence et les familles nombreuses cloîtrées dans un 30 mètres carrés, le *lockdown* a remis en lumière les disparités fondamentales existant entre ceux-ci.

Car être enfermé chez soi peut s'avérer fort différent, selon que l'on ait beaucoup de moyens ou, a contrario, trop peu. « *Côté face, cela se passe dans une grande maison avec jardin. Télétravail le matin, yoga et cuisine l'après-midi. On en profite pour terminer tout ce qu'on n'a pas le temps de faire et on expérimente une nouvelle manière de vivre. Côté pile, nous sommes coincés dans 50 mètres carrés ou moins, sans dépendances extérieures, le chômage a frappé à la porte ou bien nous devons continuer malgré tout à assumer notre travail, considéré comme essentiel, avec peu ou pas de protection face au virus. »<sup>35</sup>*

## Du chômage économique... mais pas pour toutes et tous

Si la crise sanitaire possède une vertu, c'est celle de mettre en exergue toute la mécanique exceptionnelle de la Sécurité sociale. Jamais celle-ci n'avait été à ce point louée – y compris par les partis de droite... Si le pilier des soins de santé a été mis à forte contribution, celui du chômage n'a pas été en reste. Grâce à cet extraordinaire outil de solidarité, entreprises et travailleurs ont pu bien souvent éviter le pire.

Fin mars, au plus fort de la pandémie, quelque 1,075 million de travailleurs<sup>36</sup> ont pu conserver un revenu de subsistance, malgré l'impossibilité de bosser. Le droit à l'assurance contre la perte d'emploi, pourtant largement bafoué par tous les tenants rigides de la ligne libérale, montre son importance cruciale. Ses plus ardents contempteurs en viennent même à louer les cotisations sociales. Au point de réinvestir dans un modèle solidaire ? Voire !

<sup>34</sup> Faniel, Jean & Sägesser, Caroline, « La Belgique entre crise politique et crise sanitaire (mars-mai 2020), in *Courrier hebdomadaire – CRISP*, n°2447, 2020, pp. 21-22.

<sup>35</sup> Zecchinon, Pauline, « La Belgique mise à l'épreuve », in *Moustique*, 15 avril 2020, pp. 10-13.

<sup>36</sup> « Coronavirus : en Belgique, plus d'un million de personnes en chômage temporaire », in *RTBF Info*, 24 mars 2020, [en ligne] [https://www.rtbf.be/info/economie/detail\\_coronavirus-en-belgique-plus-d-un-million-de-personnes-en-chomage-temporaire?id=10466224](https://www.rtbf.be/info/economie/detail_coronavirus-en-belgique-plus-d-un-million-de-personnes-en-chomage-temporaire?id=10466224), consulté le 20 août 2020.

## De l'explosion du télétravail et de ses conséquences

Si le télétravail est la panacée pour d'aucuns en raison de ce qu'il offre, notamment, la flexibilité, l'adaptabilité, le non déplacement, etc. il a surtout montré l'étendue de ses limites. « Explosion de la charge de travail, absence d'horaires et de coupure entre vie professionnelle et vie privée, pressions supplémentaires, manque de pauses, insomnies, délitement du lien social... »<sup>37</sup> auront été constatés au terme de cette expérience grandeur nature.

Dans ce contexte si particulier, impossible de faire appel à d'éventuels repères. Une salariée confirme : « *Au début, il faut prouver qu'on télétravaille donc on ne prend pas de pause. On se sent coupable de simplement se faire un thé ou de discuter avec son conjoint* »<sup>38</sup>.

Difficulté supplémentaire pour les travailleuses et travailleurs qui ont dû garder leur progéniture. Particulièrement touchées : les femmes. D'après une étude de l'Ugict-CGT<sup>39</sup>, s'occuper des enfants en plus de bosser à domicile représentait, pour elles, quatre heures de tâches domestiques supplémentaires. Encore plus inquiétant, l'explosion des faits de violence conjugale durant cette période.<sup>40</sup> Le confinement a accentué leurs cas de façon dramatique.

## Des travailleuses et travailleurs restés sur le pont pour faire fructifier le capital de leur employeur, commela grande distribution dont les bénéfiques ont doublé durant la crise

Des travailleuses et travailleurs dits essentiels, comment ne pas voir, plutôt, de la chair à canon envoyée au front pour continuer à engranger un maximum de profits ? Comment ne pas percevoir là un véritable opportunisme de vautours de la part de certains secteurs, trop heureux de pouvoir continuer à envoyer leur main-d'œuvre sur le terrain ?

Figure ultime de cette engeance, la grande distribution. « Les distributeurs ont largement bénéficié du report d'achats habituellement effectués dans les établissements de restauration. [...] Le panier d'achats a gonflé. [...] Par rapport à 2019, les ventes de la grande distribution ont été en moyenne 21,2% plus élevé en 2020 (entre fin février et fin mai). [...] Entre mars et fin avril, les ventes de la grande distribution ont crû de 506 millions d'euros par rapport à l'année précédente. [...] Sur l'ensemble du premier semestre 2020, le chiffre d'affaires supplémentaire du secteur aura avoisiné le milliard d'euros. »<sup>41</sup>

<sup>37</sup> Le Carboulec, Rozenn, « Télétravail : le rêve qui a viré au cauchemar pour de nombreux salariés confinés », in *Bastamag*, [en ligne] <https://www.bastamag.net/teletravail-burn-out-insomnies-accord-interprofessionnel-vie-privee-heures-supplementaires-lien-social>, consulté le 19 mai 2020.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Branche du syndicat français Confédération générale du travail, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens est peu ou prou l'équivalent du Setca-FGTB.

<sup>40</sup> « Confinement et violences conjugales : "La police a enregistré 40% de plaintes en plus" », in *RTL Info*, [en ligne] <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/confinement-et-violences-conjugales-la-police-a-enregistre-40-de-plaintes-en-plus--1215257.aspx>, consulté le 30 avril 2020.

<sup>41</sup> Gelin, Romain, « La grande distribution alimentaire vainqueur du confinement », in *Gresea*, [en ligne] <https://gresea.be/La-grande-distribution-alimentaire-vainqueur-du-confinement>, consulté le 5 août 2020.

Des gains substantiels qui, en outre, ont été engendrés par une avidité toute déplacée. Entre soupçons d'augmentations des prix de biens de première nécessité et interdiction de promotions fort opportune, Test-Achat a constaté des prix entre 5 et 7% supérieurs à ce qu'ils étaient début mars<sup>42</sup>.

De plus, malgré des résultats record, les enseignes n'ont pas voulu en partager les gains. Au contraire ! Elles faisaient pression sur le politique pour modifier la législation sociale en leur faveur, notamment, en demandant d'élargir les horaires d'ouverture et faciliter l'engagement d'intérimaires et d'étudiants, voire de faux indépendants. La palme de l'obséquiosité revenant une nouvelle fois au président du MR. Ce dernier a imaginé une solution aussi indigente que saugrenue, à savoir la possibilité de défiscaliser jusqu'à 360 heures supplémentaires. Sans doute ignore-t-il que la grande distribution a massivement recours aux temps partiels et que le financement de la Sécurité sociale repose en majeure partie sur les cotisations...

### **La détresse des médecins, du personnel hospitalier, du personnel en maisons de repos**

Que dire alors sur le personnel soignant ? Comme on l'a vu, entre les protections nécessaires qui tardent à arriver, le manque de respirateurs, le nombre de lits qui a parfois frôlé la pénurie à cause d'une diminution drastique de leur nombre au fil des années, il a tout traversé.

Si l'on s'attarde un instant sur le personnel infirmier, le moins que l'on puisse dire, c'est que la Belgique n'a envers eux que peu de considération. Par rapport au salaire moyen brut de 3.627 euros<sup>43</sup>, leur rémunération est de 1,11 fois son montant – notre pays se classe seulement treizième de la zone OCDE dont la moyenne est de 1,14.<sup>44</sup>

Comble de l'ineptie politique menant à la gestion managériale, l'exemple du CHU Saint-Pierre. Celui-ci a dû organiser... un appel aux dons ! Ouvrir une seconde unité de soins intensifs pour lutter plus efficacement contre le coronavirus exige du matériel. Or, l'achat de dix respirateurs dont le coût oscille entre 30 000 et 50 000 euros s'est avéré être un surcoût compliqué à financer pour cet hôpital.<sup>45</sup>

<sup>42</sup> *ibid.*

<sup>43</sup> « Les salaires des “métiers essentiels” sont très inférieurs à la moyenne belge », in RTBF Info, [en ligne] [https://www.rtb.be/info/economie/detail\\_les-salaires-des-metiers-essentiels-sont-tres-inferieurs-a-la-moyenne-belge?id=10579203](https://www.rtb.be/info/economie/detail_les-salaires-des-metiers-essentiels-sont-tres-inferieurs-a-la-moyenne-belge?id=10579203), consulté le 30 octobre 2020.

<sup>44</sup> « Rémunération des infirmiers à l'hôpital par rapport au salaire moyen, 2017 (ou année la plus proche) », [en ligne] <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/5f5b6833-fr/1/3/8/6/index.html?itemId=/content/publication/5f5b6833-fr&csp=65ac94c7f4b2dbbf68a7eef9e558ed12&itemIGO=oecd&itemContentType=book>, consulté le 6 août 2020.

<sup>45</sup> « Coronavirus en Belgique : le CHU Saint-Pierre lance un appel aux dons pour acheter des respirateurs », in RTBF Info, [en ligne] [https://www.rtb.be/info/societe/detail\\_coronavirus-en-belgique-le-chu-saint-pierre-lance-un-appel-aux-dons-pour-acheter-des-respirateurs?id=10461684](https://www.rtb.be/info/societe/detail_coronavirus-en-belgique-le-chu-saint-pierre-lance-un-appel-aux-dons-pour-acheter-des-respirateurs?id=10461684), consulté le 18 mars 2020.

## Une ère de pandémie qui doit mener à une remise en question des politiques néolibérales

### Rétropédalage : le retour discours social vs. les actes posés avant la crise sanitaire

Sur le terrain des tartuffes, les néolibéraux sont les rois. Réussir le grand écart entre choix austéritaires et discours révolutionnaires est un numéro d'équilibriste ô combien délicat. Auquel s'est risqué – par exemple – le ministre du Budget et de la Fonction publique, David Clarinval avec un toupet qui tutoie les cimes de la mauvaise foi.

Apôtre zélé des traités budgétaires européens, notre Vice-Premier ministre pourfend soudainement ceux-ci au micro de l'émission CQFD sur *La Première* : « *On va devoir se demander à un moment si les règles européennes sont légitimes. On devra faire ce débat.* »<sup>46</sup> Avant de poursuivre sur le personnel soignant avec une verve quasi bolivarienne : « *En soins de santé, une difficulté se pose aussi au niveau du recrutement. Il va falloir revaloriser les carrières.* »<sup>47</sup> Le reste est à l'avenant et consacre, semble-t-il, le renouveau idéologique du MR incarné par David Che Clarinval.

À moins que... Son président de parti paraît ne pas vouloir l'accompagner sur la voie de ce bolchévisme décadent et, dans un rappel de bon aloi<sup>48</sup>, remet la destruction des mécanismes de solidarité interpersonnelle au cœur du projet réformateur dans un éventail de réflexions tatchériennes. Ainsi, s'exprimant sur son rêve de futur attelage fédéral, il tempête :

- « *Ce qui comptera pour nous, c'est le fond du programme. [...] Si c'est pour aller avec une N-VA qui veut baisser les impôts, mieux récompenser le travail et prolonger le travail de la suédoise, be my guest !* »
- « *La victoire, ce sera un gouvernement qui ne fera pas trop de dettes. Tout le monde parle de développement durable aujourd'hui, mais le premier développement durable, c'est de ne pas creuser la dette.* »
- « *Il ne faut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas. Je suis flamand ou je suis francophone quand je dis ça ? Ni l'un ni l'autre. Je suis libéral.* »
- « *Beaucoup de chefs d'entreprise me disent : il faut un accord de gouvernement. [...] Mais quel accord ? Taxation sur le patrimoine, sur les plus-values ? Si on veut ça, on peut trouver une majorité sans trop de problèmes, mais les chefs d'entreprise seront-ils heureux avec un accord de ce genre ? Non, ils seront les premiers à nous taper dessus.* »

Et lorsqu'il évoque le compromis gouvernemental idéal en martelant qu' « *il ne faudra pas que cela penche trop à gauche, ni trop à droite* », on peut se demander, au vu de ses dires, en quoi il y a risque qu'un futur accord penche à gauche...

<sup>46</sup> Tweet du 25 mars 2020 – cf. capture d'écran.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Gérard, Paul & Van de Velden, Wim, « Georges-Louis Bouchez (MR) : "Le clivage n'est pas nord-sud, il est gauche-droite" », in *L'Écho*, [en ligne] <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/georges-louis-bouchez-pr-le-clivage-n-est-pas-nord-sud-il-est-gauche-droite/10246650.html>, consulté le 22 mars 2020.

## Le retour en grâce de la Sécu et des services publics

Sans doute est-ce là le paradoxe le plus monumental que de tels propos regorgent. D'un côté, faire le constat que Sécu et services publics – essentiellement ceux faisant partie du pilier des soins de santé, mais pas que ! – ont offert un filet assurantiel exceptionnel à nombre d'individus, d'entreprises et institutions. De l'autre, soutenir un discours qui vise clairement leur anéantissement via leur définancement. Le fameux « et en même temps » contradictoire de la droite qui ne dit pas son nom.

Si la manière dont la Sécurité sociale a été sollicitée a déjà été exposée, attardons-nous sur un service public trop souvent mal considéré, voir décrié : l'enseignement. Ce secteur a dû faire preuve d'une solide dose de créativité pour réussir la prouesse de poursuivre ses activités, tout en trouvant l'énergie pour le faire, tant il a été laissé pour compte. Sans consignes claires des autorités, naviguant à vue, les enseignant.e.s ont dû complètement réinventer leur métier pour pouvoir continuer à exercer leur profession. Or, d'aucuns – curieusement, toujours les mêmes... – ont cru bon de les accabler.

Ultracrédiparianiste<sup>49</sup> avéré, Georges-Louis Bouchez a encore fait parler la poudre. Cet Averell Dalton de la politique s'improvise pour le coup pédopsychiatre et affirme dans un tweet du 26 mars dernier qu' « *Il est effarant d'entendre les syndicats rejeter dès maintenant la possibilité de prolonger l'année scolaire sur quelques jours de juillet si nécessaire. Notre devoir est de garantir l'acquis des savoirs aux élèves, même en circonstances exceptionnelles.* » Des propos qui 1) vont à l'encontre de l'avis des personnes de terrain, 2) signifient insidieusement que confinement rime avec glande pour les enseignants et 3) sont contraire à ce qu'affirme le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Pierre-Yves Jeholet – pourtant MR, lui aussi : « *Une rentrée complète avant septembre n'est pas possible. Ce ne serait pas sérieux par rapport au contrat de confiance que nous avons établi, et je refuse de mettre les directions d'école sous pression.* » Ce tweet de *Les News 24* du 27 mai dernier, repris par Pierre-Yves Jeholet sera bientôt battu en brèche par... Jeholet lui-même quand il renverra les élèves en classe un peu plus tard. Vous avez dit « cohérence » ?

Au-delà des absurdités citées, un idéologue du MR s'est à son tour fait remarquer. Quasi inconnu du grand public, sauf pour les chanceux auditeurs de *Matin Première* où il lui est arrivé de venir réciter son catéchisme idéologique réactionnaire, introduisons Corentin de Salle. Ainsi, après un revirement spectaculaire de Pierre-Yves Jeholet, la CGSP Enseignement s'est indignée du mépris avec lequel le corps enseignant était traité et a déposé un préavis de grève. S'il a été dénoncé par le ministre-Président, ce dernier a pu compter sur la fervente défense de son idéologue numéro 1 : « *Quelle déplorable réaction de la part de la CGSP ! En pleine crise, c'est la négation même de la mission des enseignants : assurer le bien-être et le développement des enfants* » Et si un internaute a le malheur de lui rétorquer que ce mouvement de protestation recherche, en réalité, à protéger la santé des enfants et que les efforts demandés aux profs les ont déjà bien éreintés, Corentin de Salle se fait plus cinglant : « *Poussés à bout ? Vous rigolez ? Pour votre info, les écoles n'ont pas*

<sup>49</sup> Spécialiste en tout domaine, particulièrement ceux pour lesquels il n'a pas de compétence crédible ou démontrée (Synonyme : toutologue.)



*travaillé pendant 2 mois. Elles ont eu 2 semaines pour mettre en place un logistique qu'on leur demande de simplifier pour accueillir plus de monde. Dans cette crise, il y a des gens bien plus à plaindre, croyez-moi.* » Affirmer que de tels propos sont outranciers est sans doute euphémique, car il y a eu recadrement de la part de la présidence du MR.

Confrontés à une véritable fracture numérique<sup>50</sup>, les profs ont néanmoins poursuivi, vaille que vaille, leur mission – quand bien même les persifleurs du MR auront prétendu le contraire.

Pour le (dé)plaisir, un ultime exemple. Guidé par la haine de l'administration, un autre sombre penseur libéral de génie, climatosceptique, fan de Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'essayiste Drieu Godefridi s'est à son tour prononcé sur les travailleurs des services publics en général. Dans une tirade géniale sur Facebook parue à la fin du mois d'avril, il se lâche : « *Toutes les catégories socio-professionnelles ont perdu et perdront une partie de leurs revenus du fait de la crise actuelle je propose une réduction de 50% du traitement des fonctionnaires sur un trimestre – reconductible. C'est une exigence de solidarité.* » Qui a dit « détestable » ?

## Interpellations des acteurs et actrices de terrain :

### Une « haie du déshonneur » au CHU Saint-Pierre – et la réponse catastrophique de Mme Marie-Christine Marghem

16 mai. CHU Saint-Pierre. Bruxelles. La Première ministre, Sophie Wilmès doit y rencontrer le personnel soignant. Qui l'accueille en lui tournant le dos. Il lui offre une haie du déshonneur. Une action symbolique qui dénonçait les arrêtés royaux prévoyant la réquisition du personnel en cas de pénurie grave et la délégation de certains actes infirmiers dits « simples » à des métiers hors du domaine. Suite à ce mouvement de protestation, les actes ont été annulés.<sup>51</sup>

Toutefois, à la suite de cet événement, il est à déplorer la réaction – à tout le moins – épidermique de Marie-Christine Marghem (MR) sur Facebook. Dans un post du 17 mai – supprimé depuis –, elle fustige : « *Certains veulent ruiner le capital de sympathie et d'admiration construit ces derniers mois avec des actions ridicules, comme des enfants qui n'ont pas eu ce qu'ils voulaient, et qui montrent une opposition syndicale politisée guidée par une gauche qui a dû se taire jusqu'à présent mais qui entend bien récupérer un maximum de cette crise* ». Une déclaration qui démontre un sens politique ô combien aiguisé – au point que même son président de parti a dû la rappeler à l'ordre, elle aussi.

Une sortie qui, quoi qu'il en soit, a le mérite de rappeler les obsessions néolibérales d'un des partis dont la ferveur austéritaire est la plus exaltée. Car, si la déclaration de Marie-Christine Marghem posait problème en termes de timing, elle n'en demeure pas moins révélatrice de l'ADN du Mouvement réformateur.

<sup>50</sup> Nous reviendrons plus en détail sur les nouvelles pratiques digitales apparues ou renforcées par la crise sanitaire.

<sup>51</sup> Pour un approfondissement de la question, voir la « Carte rouge de la CGSP ALR / Hôpitaux Iris : Refinancer les services publics et la santé ! », [en ligne] : <https://cgspalrbru.be/2020/05/04/carte-rouge-de-la-cgsp-alr-hopitaux-iris/>, consultée le 4 mai 2020.

## Des sonnettes d'alarmes : syndicales, mutuellistes, associatives, des CPAS

Sur le terrain, des appels à la vigilance et au changement de cap budgétaire, qui mieux que les acteurs... de terrain pour s'exprimer ? Car, si la période de trouble a bouleversé notre quotidien, d'aucuns avaient déjà demandé à modifier nos politiques.

Ainsi, les syndicats exigent depuis longtemps l'abandon des politiques de rigueur, privant la population de moyens considérables pouvant œuvrer à la satisfaction de nombreux de ses besoins. Le nouveau Secrétaire de la FGTB wallonne, Jean-François Tamellini, a remis certaines vérités en évidence : « *Le Covid est passé par là et [...] il a démontré que ce sont les travailleurs qui créent la richesse dans ce pays, pas les marchés financiers. [...] Il faudra donc renégocier des choses qui paraissent non-négociables il y a quelques mois encore, comme la dette publique. Même la Commission européenne le dit, à présent, à propos des investissements profitables à l'environnement.* »<sup>52</sup> Au risque de paraître redondant : l'austérité tue.

De même que les mutualités se sont souvent exprimées sur le manque cruelle de moyens alloués au domaine de la santé et pas uniquement. Le Secrétaire général de Solidaris, Jean-Pascal Labille, l'a encore clairement martelé dernièrement. Évoquant le secteur culturel abandonné par les autorités publiques, il exprime son désappointement : « *On ne peut pas dire, comme Pierre-Yves Jeholet, le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles l'a dit : "Il y aura des aides s'il y a une forme de rentabilité." Non, je suis désolé. Le monde politique doit être conséquent : la culture, c'est l'âme des peuples. C'est un bien immatériel, au même titre que l'enseignement ou la santé qui n'appartiennent pas au secteur marchand.* »<sup>53</sup> Dont acte.

Le manque d'anticipation est, quant à lui, pointé du doigt par le Directeur général de la Fédération wallonne des CPAS, Alain Vaessen. Il explique une « *gestion de l'immédiateté, le nez dans le guidon en fonction des phases de déconfinement* ». Qui plus est, il redoute l'afflux de nouvelles personnes vers les aides publiques, vu les personnes en fin de droit, les intérim, les artistes, les CDD non-reconduits, les commerces et restaurants qui vont fermer, etc. Car, s'il remarque les exceptionnelles facultés de résilience de la population, il craint que, tôt ou tard, d'aucuns ne puissent plus faire face aux problèmes d'argent auxquels ils sont ou vont être confrontés. Il détaille ainsi deux types de vague : « *La première est la conséquence directe du confinement. Le panier de la ménagère a augmenté de 5 à 10%. Les gens ont consommé plus. Des gens se sont endettés. [...] Le deuxième type de vague, probablement la plus importante, c'est celle constituée de nouveaux publics.* »<sup>54</sup>

De façon limpide, étant données toutes les mises en garde envoyées aux gouvernants, ils n'auront pas le droit de répliquer qu'ils ne pouvaient pas savoir, que c'est la faute à pas de chance ou qu'il s'agit d'un coup du sort. Le temps des excuses est révolu.

<sup>52</sup> Lorent, Pascal, « Jean-François Tamellini : "Il faut un changement de cap radical" », in *Le Soir*, 13 juillet 2020, p. 8.

<sup>53</sup> Ernens, Catherine, « Jean-Pascal Labille, "La culture, c'est l'âme d'un peuple" », in *Moustique*, 27 mai 2020, pp. 30-31.

<sup>54</sup> De Bock, Gauthier, « Aide sociale, l'autre deuxième vague », in *Moustique*, 27 mai 2020, pp. 34-35.

## Quel après-Covid-19 ?

### Des organisations patronales au taquet

Si les politiques de droite se sont montrés très souvent exécrables, il ne faudrait pas oublier les mots de leur maître à tous, l'Administrateur délégué de la Fédération des Entreprises de Belgique, M. Pieter Timmermans. Jamais avare en déclarations approximatives dévoilant son profond mépris de la vie humaine devant les potentiels profits du capital, le patron de la FEB a envoyé du plomb en fusion tout le lockdown durant. Feignant la préoccupation de santé publique, il n'a eu de cesse de défendre bec et ongles le maintien de l'activité économique. Ainsi, il avance : « *Il y a deux thèses. La première accorde la priorité absolue à la santé et veut attendre l'éradication totale du virus pour redémarrer dans quelques mois seulement. Nous aurions alors une économie complètement morte et nous n'aurions plus les moyens de payer notre système de santé. La seconde plaide pour un redémarrage rapide et général, au risque d'avoir de nouvelles vagues de propagation du virus, énormément de malades et dès lors une économie à plat. Il faut donc y aller très progressivement, même si je sais bien que beaucoup de personnes diront "Pourquoi lui et pas moi ?". L'économie et la santé doivent évoluer en parallèle.* »<sup>55</sup> Hypocrisie putassière lui ayant donné la possibilité de collectionner les annonces à l'emporte-pièce.

Ainsi, parmi ses hauts faits, le plus mémorable demeure sans doute sa déclaration éminemment lucide, le 30 avril, sur *Matin Première*, lorsqu'il se refuse à reconnaître le coronavirus comme maladie professionnelle : « *Considérer le covid-19 comme une maladie professionnelle, donc une maladie liée à l'activité professionnelle... Moi, ce que j'ai entendu des experts, c'est que la plupart des gens qui ont été contaminés l'ont été en revenant de vacances de ski ou lors des "lockdown parties".* » (Une manière peu amène de rejeter la responsabilité d'une éventuelle contamination sur les individus.) Avant d'ajouter, non sans panache : « *J'ose même dire que l'endroit où vous travaillez est peut-être le lieu le plus sûr pour ne pas être contaminé.* »

Une déduction toute "sherlockholmessienne" pour notre baron préféré. Pour un peu, on aurait presque cru le représentant du syndicat de défense des intérêts des actionnaires du Bel20. Presque. Car une étude de l'Université d'Anvers, parue en mai dernier, contredit ses assertions. D'après celle-ci, près de la moitié des Belges infectés l'ont été dans leur environnement professionnel.<sup>56</sup> « *Élémentaire, mon cher Pieter !* »

Au concours des recommandations les plus douteuses, Wouter De Geest est le grand gagnant. S'il est moins connu que le CEO de la FEB, celui du Voka – organisation patronale flamande pour qui l'humain a une importance toute relative – prouve son leadership incontestable sur le terrain du dédain. Tous azimuts, Wouter De Geest dégaine. Il faut : des heures supplémentaires sans sursalaire, un assouplissement du travail de nuit, un report des congés d'été. À propos des vacances, il

<sup>55</sup> De Caebel, Christophe, « L'économie et la santé doivent évoluer en parallèle », in *Trends-Tendances*, [en ligne] <https://trends.levif.be/economie/entreprises/pieter-timmermans-feb-l-economie-et-la-sante-doivent-evoluer-en-parallele/article-normal-1280175.html>, consulté le 23 avril 2020.

<sup>56</sup> « Plus de la moitié des Belges ayant contracté le covid-19 ont vraisemblablement été contaminés au travail », in *RTBF Info*, [en ligne] [https://www.rtbf.be/info/societe/detail\\_plus-de-la-moitie-des-belges-ayant-contracte-le-covid-19-ont-vraisemblablement-ete-contaminees-au-travail?id=10504965](https://www.rtbf.be/info/societe/detail_plus-de-la-moitie-des-belges-ayant-contracte-le-covid-19-ont-vraisemblablement-ete-contaminees-au-travail?id=10504965), 19 mai 2020.

déclare sans vergogne : « *Si le virus faiblit et que l'économie fonctionne à nouveau, nous n'allons quand même pas prendre congé cet été et à nouveau tout mettre à l'arrêt ?* »<sup>57</sup> (C'est vrai que ça serait dommage de ne pas assurer le rendement à deux chiffres de boursicoteurs du Bel20...).

On frise la perfection lorsque, en chœur, FEB, Voka et Union wallonne des entreprises (UWE) exigent le report – voire l'abandon pur et simple – des cotisations patronales... tout en réitérant le besoin de pouvoir user du chômage temporaire. (À l'instar du sieur Bouchez, eux aussi semblent omettre que ce pan de la Sécu doit être financé pour pouvoir être utilisé.)

Notons enfin la volonté d'exister de la part de l'Union des classes moyennes (UCM) qui, via son Président, Pierre-Frédéric Nyst, s'est distinguée avec verve en proposant l'assouplissement temporaire des règles de licenciement durant la crise... « *Fuori classe* », comme diraient nos amis italiens.

Il est une chose que les organisations patronales ne sont pas, c'est imprévisible. Leur sempiternel refrain tourne sur un disque rayé dont les fausses notes finissent trop souvent par trouer nos tympan à l'usure. Qu'on ne s'y trompe toutefois pas, les aménagements « exceptionnels » ont vocation, dans le chef de leurs auteurs, à être pérennisés. La flexibilisation de la législation sociale est une volonté absolue du camp patronal qui ne se manifeste pas subitement sous l'effet d'une crise sanitaire. Elle est planifiée depuis belle lurette et l'occasion était trop belle pour ne pas remettre sur la table ces idées surannées. Souhaitant tourner un remake de « *Retour vers le futur* », ces valeureux trublions nous en préparent un qui manque cruellement d'avenir...

## Du risque d'une emprise totale des GAFAM

La crise sanitaire a contribué à accroître l'utilisation des technologies mises en places par les GAFAM<sup>58</sup>. La façon de consommer des individus a été bouleversée suite aux limitations de circulation. Jusqu'au point de non-retour ?

Durant toute la durée du confinement, les plateformes numériques ont accompagné chacun. Chaque pan de l'organisation sociétale s'est vu réinventé sous l'égide d'une application. Ainsi, pour faire nos courses, nous avons dû renoncer à nous rendre chez notre épicier pour nous tourner vers Collishop. Notre libraire étant fermé, nous avons commandé nos bouquins sur Amazon. Notre resto favori ne pouvant plus nous accueillir, nous passons commande auprès de Deliveroo ou Uber Eats<sup>59</sup>. Les lumières des cinémas étant éteintes, nous avons contracté un abonnement auprès de Netflix.

Or, comme le souligne le Secrétaire de la FGTB Liège-Huy-Waremme, Jean-François Ramquet, « *Chaque citoyen n'est pas équitablement équipé pour s'adapter, financièrement ou culturellement,*

<sup>57</sup> Prins, Aliou, « Flexibiliser le travail, la recette du Voka contre le covid-19 », in *Moustique*, [en ligne] <https://www.moustique.be/26184/flexibiliser-le-travail-la-recette-du-voka-contre-le-covid-19>, consulté le 25 mai 2020.

<sup>58</sup> Acronyme désignant : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

<sup>59</sup> Voir à ce propos : « Journal d'un coursier à vélo non confiné : "Ça commence à être pesant" », in *Les Inrocks*, 17 avril 2020, [en ligne] <https://www.lesinrocks.com/2020/04/17/actualite/societe/journal-dun-coursier-a-velo-non-confine-ca-commence-a-etre-pesant/>.

*aux exigences d'une numérisation accrue et imposée. La pandémie, par la peur des mesures de sécurité et de distanciation, tue progressivement le lien social. »<sup>60</sup>*

De plus, les plateformes ont un *business model* qui rendrait humaniste la politique migratoire de Theo Francken. Comme l'évoque le politologue Yoann Jungling, elles reposent tantôt sur le libéralisme, courant de pensée qui laisse peu de place à un rôle interventionniste pour l'État, tantôt sur le libertarianisme, courant n'en laissant absolument aucun. Il développe leur mode de fonctionnement : « *Les entreprises numériques bénéficient d'une position dominante grâce à leur agressivité sur le marché, leur stratégie monopolistique, leur lobbying politique et parce qu'elles ont autant de moyens, si pas plus, que certains États. [...] Leur puissance économique leur donne malheureusement un pouvoir énorme, une certaine hégémonie sur les autres entreprises et même sur la décision politique. Ces entreprises sont capables de se payer les meilleurs avocats, les meilleurs banquiers, les meilleurs lobbyistes, les meilleurs spin doctors, et tout expert en capacité de consolider leur position dominante.* »<sup>61</sup> Sans parler de l'exploitation du travail d'autrui via le statut de faux indépendant qui permet un retour à une rémunération à la tâche.

S'il ne s'agit pas de basculer dans le complotisme, force est de constater l'amplification de l'usage des technologies numériques durant le confinement. Une position dominante qui risque encore de s'accroître à l'avenir et qui, si elle demeure aux mains de multinationales – GAFAM, en l'occurrence –, peut créer des dommages irréversibles à l'intérêt général.

### **Quid du monde de demain ? La triple option d'Alain Bihr : *business as usual néolibéral* ou *tournant néo-social-démocrate* ou *rupture révolutionnaire***

Il est temps d'évoquer le monde de demain. Nombreuses sont les personnes ayant fait état de leurs réflexions sur le modèle sociétal existant et l'impérieux désir de changements qu'il s'agit de lui apporter. Toutefois, il est nécessaire de garder à l'œil les butors du néolibéralisme qui entendent offrir un nouveau souffle à leur organisation de société préférée – à l'instar des entreprises de la Silicon Valley qui ont su largement tirer bénéfice de la crise sanitaire.

Si, en premier lieu, les citoyennes et citoyens ont le droit de voir se constituer une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur la gestion désastreuse de la crise sanitaire – du manque de matériel pour le personnel soignant aux personnes âgées abandonnées au sein de maisons de repos devenues des mouroirs –, l'avenir doit être sculpté avec d'autres outils intellectuels que ceux d'un néolibéralisme mortifère.

Si l'on suit les conclusions du sociologue français, Alain Bihr, trois options s'offre à nous :

*La business as usual néolibéral.*

*« Ce premier scénario présuppose que le rapport de force entre capital et travail restera ce qu'il a été globalement ces dernières décennies, c'est-à-dire fondamentalement favorable au capital. Et*

<sup>60</sup> Ramquet, Jean-François, « *Sophie Wilmès, première déléguée commerciale des plateformes de consommation* », carte blanche.

<sup>61</sup> Jungling, Yoann, *Vivre à l'ère d'Uber et d'Atlas, entre progrès et régression*, FGTB Presses, 2019.

*c'est clairement dans cette optique que se sont placés les gouvernements actuels, en mettant déjà en place les moyens nécessaires à cette fin. »<sup>62</sup>*

Le tournant néo-social-démocrate.

*« On peut envisager un deuxième scénario qui déboucherait sur un nouveau compromis entre capital et travail du même ordre que celui qui avait soldé, dans les années 1930 et 1940, la crise structurelle que le capitalisme avait traversée à l'époque et les luttes sociales et politiques, nationales et internationales, qui l'avaient accompagnée – compromis ordinairement qualifié de fordiste ou de social-démocrate. »<sup>63</sup>*

La rupture révolutionnaire.

*« Il y a un troisième scénario, bien qu'il semble a priori plus improbable encore que le précédent. Il part de l'hypothèse selon laquelle plus une crise du mode de production capitaliste est profonde, plus elle manifeste ses contradictions insurmontables et ses limites indépassables, plus elle crée les conditions à l'ouverture de brèches par lesquelles peuvent s'engouffrer les forces sociales et politiques œuvrant à une rupture révolutionnaire, qui trouvent leur base naturelle dans le salariat d'exécution (ouvriers et employés, tous secteurs et branches confondus) qui définit aujourd'hui le prolétariat. »<sup>64</sup>*

Le mot de la fin est clair comme de l'eau de roche : rupture. Comme Jean-François Tamellini l'entend : *« Nous fonctionnons dans nos instances en poussant la barre à gauche avec une notion de radicalité. Plus que jamais, cette radicalité est essentielle pour changer de cap. [...] On ne pourra pas corriger à la marge les politiques en matière de soins de santé, de Sécurité sociale, d'économie wallonne. Oui, on doit aller vers l'écologie, l'économie circulaire, les circuits courts ; vers une autre manière de penser l'énergie et la mobilité. Radicalement, pas à la marge. [...] On va y aller et pas avec le dos de la cuillère. Et bien au-delà de la FGTB car si j'ai la conviction que le syndicat est essentiel, il faudra, pour obtenir un changement radical de cap, travailler à la convergence des luttes. [...] Il y a un front qui est en train de se construire, démocratique, social, écologiste, réunissant une centaine d'associations. On peut créer un rapport de force. »<sup>65</sup>*

Ensemble, à nous de le créer. Ensemble, on est plus forts.

<sup>62</sup> Bihr, Alain, « Covid-19 : trois scénarios pour explorer le champs des possibles à l'horizon de la sortie de la crise (I) », in *À l'encontre. La Brèche*, [en ligne] <http://alencontre.org/societe/covid-19-trois-scenarios-pour-explorer-le-champ-des-possibles-a-lhorizon-de-la-sortie-de-crise-i.html>, consulté le 18 avril 2020.

<sup>63</sup> Bihr, Alain, « Covid-19 : trois scénarios pour explorer le champs des possibles à l'horizon de la sortie de la crise (II) », in *À l'encontre. La Brèche*, [en ligne] <https://alencontre.org/societe/covid-19-trois-scenarios-pour-explorer-le-champ-des-possibles-a-lhorizon-de-la-sortie-de-crise-ii.html>, consulté le 18 avril 2020.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Lorent, Pascal, *op. cit.*